

# L'armée française dévoile les mesures pour dissuader les soldats de retourner dans la vie civile



BFM Business 1 j • 3 min de lecture

L'économie de guerre lancée il y a deux ans s'accompagne d'une stratégie RH. Et pour cause, quelque 3000 personnels civils et militaires manquaient à l'appel en 2023. Un grand nombre a décidé de quitter l'institution pour gagner plus ou avoir une vie personnelle moins sujette aux contraintes. Ces deux éléments freinent même le recrutement. En 2023, il manquait dans les armées 3000 personnels civils et militaires.



Le ministre français des Armées, Sébastien Lecornu, inspecte les troupes lors d'une visite au 1er régiment d'artillerie à Bourgogne, en France, le 20 avril 2023. © SEBASTIEN BOZON © 2019 AFP

"La lucidité, c'est de regarder en face nos résultats en matière de recrutement et de fidélisation. Si la qualité de nos militaires et des civils recrutés reste au haut niveau attendu, les chiffres nous commandent d'agir vigoureusement et vite", avait déjà prévenu le ministre des Armées Sébastien Lecornu lors de ses vœux aux armées en janvier.

## Une mobilisation générale

Le 18 mars, le ministre dévoilait un plan de fidélisation "à 360°" pour inciter les soldats, du militaire du rang jusqu'aux officiers, à poursuivre leur engagement.

"Ce n'est pas un énième plan, c'est une mobilisation générale destinée à conserver un peu plus longtemps nos personnels pour accroître nos capacités opérationnelles qui prennent du temps à acquérir", explique à BFM Business le contrôleur général des armées Thibaut de Vanssay de Blavous, directeur des ressources humaines du ministère des Armées.

Le DRH des Armées explique que le nombre des départs est trop élevé. En réduisant les départs, il compte obtenir "une meilleure sélectivité au recrutement".

"D'ici 2030, nous voulons gagner un an d'ancienneté moyenne de service chez les militaires du rang, les sous-officiers et les officiers. Les militaires ont des carrières courtes, car on a besoin d'une armée jeune", précise Thibaut de Vanssay de Blavous.

Le plan ne repose pas seulement sur les rémunérations, mais surtout sur les conséquences de la mobilité qui touchent les militaires. Tous les trois ans environ, ils changent d'affectation et doivent retrouver un logement, un médecin, poursuivre une formation qui leur permettra de retrouver un emploi dans le civil grâce à une VAE et alléger les contraintes de service en tenant compte de la vie personnelle.

"Nous avons environ 15.000 mutations chaque année. C'est 15.000 changements de vie qu'il faut accompagner. Ceci occasionne à chaque fois un changement de domicile, donc un déménagement qui est en partie à la charge des militaires. Le ministre a demandé qu'il n'y ait plus de reste à charge pour le militaire", rappelle le DRH.

"L'axe central est de traiter des problèmes du quotidien. Les militaires bougent beaucoup. Il s'agit de mieux accueillir les militaires dans leur nouvelle garnison. Ce sont des mesures très concrètes prises avec les collectivités territoriales".

### **Les rémunérations des soldats du numérique**

Pour l'accès au soin, surtout dans le cas des garnisons basées dans des zones reculées, le ministère des Armées compte travailler avec la médecine libérale et le service de santé des Armées (SSA) pour trouver un médecin traitant en arrivant dans une nouvelle garnison. Ces accords se feront par le biais de la caisse de sécurité sociale des armées.

Les rémunérations restent le levier le plus complexe à améliorer. La solde d'un militaire varie en fonction du grade, mais aussi des qualifications acquises, des compensations ou des primes. Des civils, fonctionnaires ou sous contrat, travaillent aussi pour le ministère des Armées.

Sur certaines filières professionnelles, il peut y avoir des différences de rémunération avec des métiers identiques dans le civil.

"Ce n'est pas choquant, mais il faut s'assurer qu'à emploi commun, on arrive à faire converger les rémunérations, c'est notamment le cas dans le numérique".

Dès cette année, un "dispositif indemnitaire" sera mis en place pour reconnaître la qualification des militaires dans le numérique qui sont en "décrochage par rapport à leurs homologues de la fonction publique". Dans le cadre de la LPM 2024-2030, un budget de 16 millions d'euros sera déployé pour cette filière.

"On peut décliner ce process dans à peu près tous les métiers, comme par exemple ceux de la santé", explique Thibaut de Vanssay de Blavous.